



Discours de Ségolène Royal aux Arènes de Metz Le mercredi 11 avril 2007

Bonsoir.

Chers amis, chers amis de Lorraine, mes frères et mes sœurs, je reviens au pays. Merci à Jean-Pierre Masseret, à Michel Dinet, à Jean-Marc d'avoir organisé cette formidable réunion. Bonjour aux mille militants sympathisants, citoyens qui sont dehors et qui n'ont pas pu entrer, et qui ont simplement le son.

Oui, je reviens dans mon pays de Lorraine, et je suis ce soir particulièrement émue. Demain, je serai dans mon village, à Chamagne, où j'ai passé mon enfance et toute mon adolescence, mon collège à Charmes, dans ce chef-lieu de canton, Épinal pour le lycée, Nancy pour l'université. Bref, c'est pour cela que je vous appelle mes frères et mes sœurs car, sans vous, sans la Lorraine, je ne serais pas devant vous ce soir.

Je ne serais pas devant vous, parce que j'ai compris très tôt, dans ma famille, où nous étions huit enfants, huit enfants aimés par leurs parents mais où les traditions faisaient que les filles n'étaient pas destinées à aller au-delà d'un certain niveau, et si je suis ici, ce soir, devant vous, c'est grâce à l'école de la République, c'est grâce à mes professeurs du collège de Charmes*. Ce sont eux qui, les premiers, m'ont encouragée à continuer sur la voie de la réussite scolaire. Encore aujourd'hui, je revois leurs visages, ce sont eux qui m'ont le plus marquée.

Et puis les échelons ont été franchis, et jamais, lorsque je vivais mes années de Lorraine, je n'aurais imaginé être aujourd'hui, ce soir, devant vous, me battre avec vous car, ce soir, ici, dans mon pays, en Lorraine, je me bats pour gagner avec vous l'élection présidentielle. Je me bats pour gagner, comme l'a dit Jean-Pierre tout à l'heure, en femme libre et en femme insoumise, et je retiens l'enseignement de l'histoire de la Lorraine, faite de souffrances et de fierté. Je veux saluer ici le rôle des Lorrains, leurs sacrifices dans les conflits mondiaux, leurs efforts pour la reconstruction du pays. Mais je sais que je suis ici sur une terre où la souffrance a frappé des générations d'ouvriers, pour la perte de leur emploi, des conditions de travail très dures que connaissaient les mineurs, les sidérurgistes, ils avaient la fierté du travail, chevillés au corps.

Ici, battait le cœur de la France industrielle, ici, on sait ce que c'est la force du combat syndical et l'importance de la solidarité au sein du monde du travail.

On sait aussi aujourd'hui qu'il y a encore des menaces dans l'automobile, dans la sous-traitance automobile, mais on sait aussi qu'il y a des espoirs, qu'il y a des combats, qu'il y a un travail que font les collectivités territoriales, qu'il y a la position de la Lorraine, région frontalière qui travaille avec le Luxembourg, la Sarre, la Rhénanie, le Paléтина, la Wallonie au sein de la grande région. Il y a le travail que la gauche fait au sein du Conseil régional, il y a ces batailles au quotidien pour lutter contre les délocalisations, contre les menaces qui subsistent. Il y a l'investissement dans l'innovation, dans la recherche, dans la formation, dans l'égalité des développements des territoires, dans les aides aux familles, dans le développement durable, dans le transport collectif. Et je veux saluer l'arrivée du TGV Est, le 10 juin 2007. C'est François Mitterrand qui avait lancé ce projet, c'est le gouvernement de Lionel Jospin qui en a permis le financement, et ce sont les collectivités territoriales aussi qui ont participé à ce financement.

Alors, à travers cet exemple, qui est à l'image de ce qu'est la France, une France à la fois qui souffre, mais aussi qui espère, une France qui en a assez de la désindustrialisation, et je vous le dis, demain l'État assumera ses responsabilités, demain l'Europe saura lutter, se protéger contre les délocalisations. Demain, la puissance publique sera au corps au corps avec les régions et avec les départements qui se battent tous les jours pour sauver l'emploi et pour inventer les emplois du futur. C'est l'engagement que je prends aujourd'hui devant vous car le combat contre le chômage, contre la vie chère, contre la précarité, contre les inégalités de toutes sortes constituent le cœur du pacte présidentiel que j'ai construit avec vous. Et ce projet présidentiel, il doit gagner le 22 avril prochain, et pour cela, je compte sur vous, sur votre énergie, sur votre volonté d'avancer.

Alors nous sommes aujourd'hui dans la dernière ligne droite, avant cette décision majeure qui doit définir l'avenir de la France que nous voulons, projets contre projets. Nous allons décider ce que nous voulons pour nos enfants, pour nos anciens, pour nos territoires.

J'ai entendu dans cette campagne participative ce que vous m'avez dit, je sais la France que vous voulez, et j'ai vu aussi ce dont vous ne vouliez plus, et ce que la droite propose aujourd'hui de durcir encore.

Alors, puisque nous sommes dans ce combat des projets et des idées dans la dernière ligne droite, je vais vous poser un certain nombre de questions.

D'un côté, celui de la droite, nous avons une méthode faite de brutalités, de fractures, de ruptures : la voulez-vous, cette méthode ? Moi, je vous propose de réformer avec vous la France sans brutalités. Je suis la force sereine d'un changement efficace face à une brutalité agitée du passage en force.

Du côté de la droite, que voit-on ? Une volonté de diviser les Français et de les dresser les uns contre les autres. Est-ce comme cela que vous la voyez la France de demain ? Moi non plus. Et je vous propose tout le contraire, je vous propose de la rassembler.

De son côté, il nous propose la loi du plus fort : la voulez-vous pour la France ? Moi non plus. Et je vous propose la loi du plus juste.

De son côté, il nous propose l'exercice solitaire du pouvoir qui sait tout : le voulez-vous cet exercice solitaire ? Moi non plus. Et je vous propose des réformes concertées : la démocratie participative, la VI^e République, des élus qui rendent des comptes et qui accordent à chaque Français le respect auquel chacun a droit.

De son côté, il pense que la croissance passe par la précarisation. Moi, je vous propose la réconciliation entre l'efficacité économique et la protection sociale.

De son côté, il nous propose un avenir où tout s'achète, et moi, je considère que nous avons à construire une France où chacun peut construire son avenir.

De son côté, il nous propose une santé qui recule, avec les franchises médicales : la voulez-vous cette santé à plusieurs vitesses ? Moi non plus. La Sécurité sociale sera consolidée, et la création d'une cinquième branche pour la vieillesse et le handicap viendra rassurer nos anciens et ceux qui souffrent le plus.

De son côté, il y a l'inquiétude, les violences non réglées dans les cités. Moi, je veux rassurer, transmettre, harmoniser, éduquer. Je n'ai pas l'intention de m'occuper de moi-même, je veux, demain, bien m'occuper de vous, avec calme, sérénité, autorité juste et généreuse.

Voilà la France neuve que je vous propose de relever avec vous, voilà la France que nous allons construire ensemble, voilà pourquoi, pour elle, pour la France, nous devons gagner l'élection présidentielle.

Oui, enfin, le débat se clarifie. Il y a bien deux conceptions de la société, deux conceptions de l'avenir, deux formes d'exercice du pouvoir.

Pour la droite sortante, il s'agit de faire comme avant, et même en pire, en plus brutal, en moins efficace, en plus destructeur. Moi, je vous propose le vrai changement dont l'attente n'a jamais été aussi forte, je vous le propose avec des valeurs, avec de nouvelles règles, celles de l'ordre juste.

Ils veulent brutaliser la France en divisant les Français, en les montant les uns contre les autres, on le voit bien. Ils veulent opposer ceux qui ont du travail contre ceux qui n'en ont pas, ceux du secteur public contre ceux du secteur privé, les plus âgés contre les plus jeunes. Moi, je veux avec vous réformer la France en profondeur, en rassemblant tous ses talents, toutes ses énergies, ceux qui vont bien comme ceux qui sont fragilisés.

Ils veulent défendre les privilèges de quelques-uns, le bouclier fiscal pour les plus aisés, la TVA anti sociale pour tous. Moi, je vous propose le progrès pour tous et le respect pour chacun.

Ils veulent détruire notre pacte social à coups de franchises dans les remboursements de la Sécurité sociale et de la privatisation des retraites. Moi, je vous propose de refonder, de rebâtir un pacte social qui rétablisse l'équilibre de nos comptes sociaux et qui garantisse les solidarités.

Ils veulent la loi du plus fort, la loi de l'argent, où l'échec paie lorsqu'on est au sommet, et quand on a droit, comme M. Forgeard, à un parachute doré alors qu'il n'a su ni gérer ni défendre l'emploi, et que ceux qui paient cette incapacité, cette incompétence, ce sont les salariés licenciés, précarisés, humiliés.

Alors, j'en prends l'engagement ici : oui, bien sûr, la loi sera réformée. Oui, bien sûr la transparence des rémunérations des hauts dirigeants sera imposée. Oui, bien sûr, les syndicats de salariés siégeront au conseil d'administration des entreprises. Oui, bien sûr, il faudra réglementer les stock-options, et s'il y avait un peu de morale, mais peut-on parler de morale quand on constate un tel comportement, alors que l'État est actionnaire, c'est donc qu'il a donné son accord à ce qu'un dirigeant incompétent parte avec la caisse.

Alors, je vous le demande, et l'actuel candidat de l'UMP était membre de ce gouvernement quand cet accord a été donné, alors la question qui se pose : oui ou non, faut-il qu'il rende cet argent aux salariés ? Oui, il faut rendre l'argent, car, quand il y a des comportements aussi insupportables, aussi provocateurs, alors c'est la paix sociale qui est menacée. Alors on comprend que la

colère gronde, alors on exige de la politique qu'elle rende des comptes et qu'elle puisse établir des règles, des droits et des devoirs qui soient les mêmes pour tous et qui ne soient pas différents pour les puissants et pour les plus modestes.

Voilà la République que je vous propose pour demain : la République du respect, la République des mêmes droits et des mêmes devoirs.

Puis, ils nous annoncent une école, livrée à la concurrence et au marché, une école qui reproduit et accentue les inégalités de départ. Je veux une école qui tienne la promesse d'égalité de la République et qui ait les moyens d'accomplir sa mission.

Ils ne comprennent pas que les inégalités injurieuses minent la valeur du travail. Moi, je veux consolider la valeur travail en accompagnant efficacement ceux qui entreprennent, ceux qui garantissent à chaque jeune le droit à un premier emploi en permettant à chaque salarié de vivre dignement du fruit de son labeur.

Je veux une France de l'égalité de traitement, où la justice n'est pas à géométrie variable. Je veux, oui, une République du respect où les lois soient les mêmes pour tous et s'appliquent à tous.

Et comme ils ne reculent devant rien pour se droitiser, et comme avec eux, tout est possible, même le pire, les voilà maintenant qui promettent de traquer le gène de la délinquance chez les moins de trois ans et qui imputent à la fatalité biologique le suicide d'adolescents dont on n'a pas su tout simplement entendre la souffrance à temps. Moi, je veux une France où aucun jeune n'est condamné d'avance, où celui qui dérape a droit à une nouvelle chance, où l'on renforce, à l'école, la présence des infirmières scolaires, des psychologues scolaires, des médecins scolaires, pour pouvoir détecter à temps et redonner de l'éducation aux jeunes qui sont en état de désespérance.

Oui, ils veulent une France fragmentée en mémoire concurrence et en communautés rivales. Moi, je tiens à la France républicaine, laïque, respectueuse de chacun et fière de sa diversité.

De leur côté, ils déstabilisent...

Moi, je veux des familles sécurisées, sécurisées par l'emploi, par les services publics, par le logement, à même d'exercer pleinement leur autorité parentale, et pas des familles précarisées et désignées comme démissionnaires dès qu'elles ont des difficultés.

Ils sèment la peur, la méfiance, antichambre de la haine. Moi, je veux une France de la paix civile, une France qui reprend confiance en elle, et qui, parce qu'elle est assurée d'elle-même, regarde le monde sans panique et essaie d'y faire entendre sa voix. Voilà la France que nous allons bâtir ensemble.

Ils sont la brutalité inefficace, fauteuse de désordre et d'insécurité sociale et publique. Je vous propose que nous soyons ensemble la force efficace, sereine, déterminée, qui remettra la France sur le chemin de la réussite.

Et pour cela, je suis prête, solide, décidée, décidée à agir vite, car la France a déjà perdu trop de temps, et parce que les Français s'exaspèrent d'un changement qui ne vient pas ou qui prépare le pire. Les Français ont peur d'un avenir où tout devient possible, même le pire.

Je vous propose une France réconciliée, apaisée, en marche, forte parce que juste, une France qui va donner à chacun un vrai désir d'avenir et la capacité de réaliser cet avenir.

C'est pourquoi je vous propose de bâtir ensemble la France présidente. C'est une promesse solennelle, c'est ma façon de vous dire : avec moi, la politique ne se fera plus jamais sans vous.

Je vous ai écoutés, j'ai sillonné la France. Je suis ici avec vous, et je le redis aujourd'hui avec toute ma force et toute ma ferveur, il y a une façon dépassée de gouverner la France, et cette façon ne marche plus. La campagne participative que j'ai voulue et à laquelle vous êtes si nombreux à avoir répondu préfigure la façon dont demain je présiderai avec les Français. C'est nécessaire pour agir juste, c'est évident pour instaurer, pour mettre fin à tout... Gardez de l'énergie pour la campagne !

La France présidente, c'est la clé de l'efficacité des politiques publiques.

La France présidente, c'est la politique élaborée, évaluée, corrigée au besoin avec celles et ceux auxquels elle est destinée, c'est-à-dire vous, les citoyens.

La France présidente, c'est ma façon de vous dire combien j'ai besoin de vous, de vos intelligences, de vos exigences, de vos générosités, combien je compte sur vous pour construire une France qui se ressemble et se rassemble. Oui, j'ai besoin de chacun et chacune d'entre vous pour remettre la France présidente en mouvement.

La France présidente, c'est... Gardez de l'énergie, sinon, nous allons être ensemble jusqu'à minuit, ce qui n'est pas pour me déplaire. Cela dit, si je ne peux pas parler, nous pouvons nous regarder, c'est aussi très agréable car je sens votre affection, votre énergie, votre enthousiasme, votre envie de gagner, votre désir de victoire, et moi aussi, je l'ai, ce désir de victoire.

La France présidente, c'est la force de l'action.

La France présidente, c'est l'affirmation de la volonté politique sur les mécanismes aveugles de l'économie. C'est une France qui refuse le chantage au licenciement, la ségrégation scolaire, les précarités imposées.

C'est une France qui tiendra ferme sur cette idée toujours neuve, l'égalité réelle à construire sans relâche.

La France présidente, c'est la France de la restauration de la puissance publique et de la crédibilité retrouvée de la parole politique.

C'est la France des solidarités durables qui permettront au pays de reprendre son destin en main.

C'est la France où chacun aura une chance de conduire sa vie car ce privilège de quelques-uns doit devenir autant que faire se peut le droit de tous.

La France présidente, c'est la France qui sait que tout se tient : la lutte contre la précarisation du travail, le refus de l'écrasement du pouvoir d'achat, des salaires et des retraites que je revaloriserai.

La bataille pour le droit au logement, le soutien aux familles fragilisées, la fin des exclusions scolaires et des discriminations qui font injure à la République, des insécurités sociales et publiques qui frappent les plus faibles et qui inquiètent tous les autres, car, aujourd'hui, nul n'est plus à l'abri de ces violences.

La France présidente, c'est celle qui posera les mots justes sur les souffrances, mais aussi sur les espérances des Français, et notamment de tous ceux des catégories les plus populaires qui se sont éloignées en ayant le sentiment de ne compter pour rien. Alors, moi, je vous le dis, la France présidente va s'occuper de vous et vous redonnera envie de revenir prendre la parole pour construire en commun notre destin futur.

La France présidente, c'est aussi celle du donnant/donnant et du gagnant/gagnant qui fait que les uns ne gagnent pas au détriment des autres, mais que nous gagnerons ensemble les uns avec les autres, et même les uns parce que les autres.

La France présidente, c'est ma façon de dire aux Français : oui, vous allez devoir choisir, je l'ai dit tout à l'heure, entre d'un côté la France des clans, celle des puissances de l'argent, du cac 40 et du MEDEF, celle de l'État confisqué par un seul parti, l'UMP, la France des divisions et des oppositions exacerbées qui nous dressent les uns contre les autres, ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, ceux qui peuvent payer des retraites par capitalisation et ceux qui ne le pourront pas, ceux qui auront les moyens de se soigner et ceux qui ne les auront pas, ceux qui peuvent choisir l'école de leurs enfants et ceux qui n'y songent même pas, celle qui oppose les immigrés d'hier contre ceux d'aujourd'hui, et la liste serait sans fin. Mais ces oppositions-là, c'est une France qui ne marche pas, et c'est une France qui, tôt ou tard, explosera.

Et de l'autre côté, ce que je veux avec vous, c'est une France qui rassemble, qui mobilise ses talents, ses énergies, aujourd'hui gaspillées et gâchées. C'est la France où tout le monde tire dans le même sens, c'est celle qui relance la croissance au bénéfice de tous, c'est la France du travail pour tous et d'un métier pour chacun, c'est la France qui garantit à tous les jeunes le droit à un premier emploi, c'est la France qui donne la chance à celles et ceux auxquels aujourd'hui, on refuse leur première expérience professionnelle. C'est le contrat première chance qui débouche sur un CDI, ce sont les 500 000 emplois-tremplins que j'ai pris l'engagement de créer avec les régions, c'est l'allocation autonomie pour les jeunes en contrepartie de laquelle ils auront l'obligation de réussir leurs études. Et c'est, pour nos anciens, la garantie de la protection, la garantie de l'accès à la santé, la garantie d'une vie de famille paisible, la garantie de l'augmentation des petites retraites, la garantie du pouvoir d'achat défendu, la garantie de la qualité de vie assurée.

Et entre les deux, pour les adultes, et je pense aux salariés de plus de 50 ans, aux femmes en particulier si durement frappées par le chômage, ce sera le droit à la Sécurité sociale professionnelle, car il n'est plus acceptable que des entreprises se débarrassent de salariés de plus de 50 ans, alors que nous avons besoin de leurs compétences, de leur expérience. Demain, la Sécurité sociale professionnelle que je propose, et qui leur garantira en cas de licenciement le maintien du salaire à 90 % pendant un an, leur permettra de garder leur dignité, d'accéder à une nouvelle formation professionnelle, d'être accompagné de façon individualisée et de retrouver un emploi. C'est cela la France solidaire que je vous propose.

Et puis c'est la France du pouvoir d'achat défendu et celle qui lutte contre les abus bancaires, contre ces surtarifications bancaires insupportables et qui plongent les familles dans l'endettement. Oui, ces tarifications seront contrôlées. Oui, nous protégerons les familles contre le surendettement et contre l'endettement. Oui, nous mettrons fin à ces abus qui font qu'aujourd'hui, les banques font leurs bénéfices sur le dos des plus fragiles et des plus modestes.

La France présidente, c'est aussi celle qui investit dans la formation et dans la qualification et dans la matière grise à tous les âges de la vie. C'est celle qui tiendra pour chacun la promesse de l'égalité scolaire, je l'ai dit tout à l'heure. La France présidente prendra tous les moyens de remettre l'école au cœur de tout et en avant de tout, car l'école est le cœur battant de la République.

La France présidente apportera aux enseignants la reconnaissance du pays et les moyens d'accomplir leur mission, et la reconnaissance du respect qui leur est due.

La France présidente saura pousser chaque élève, depuis la maternelle jusqu'au baccalauréat ou jusqu'à la formation professionnelle, à donner le meilleur de lui-même, à ne pas restreindre ses ambitions, et fera en sorte qu'à chaque étape, le

soutien personnalisé dont un enfant et un adolescent a besoin lui soit donné gratuitement, et cela dès la prochaine rentrée scolaire. C'est le soutien scolaire individualisé.

La France présidente, c'est celle qui prend le parti pris de répondre à la crise du logement, avec le bouclier logement inclus dans le projet, dans le pacte présidentiel que je vous propose. C'est celle qui sécurise les locataires en créant le service public de la caution, c'est celle qui est capable de tenir sa parole et de construire les 120 000 logements sociaux par an et de les répartir harmonieusement sur l'ensemble du territoire. C'est celle qui lutte contre la spéculation foncière et immobilière qui empêche aujourd'hui de plus en plus de familles de se loger dignement.

Et puis la France présidente, c'est celle qui va s'engager et qui va engager l'Europe avec elle dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la protection de la planète.

Oui, nous allons relever le défi écologique, au lieu d'y aller à reculons, pour ne pas indisposer toutes les puissances financières, tous les lobbies du statu quo, tous les intérêts économiques qui ne veulent pas bouger. Et c'est la France qui y voit, et j'y vois une chance de développement et de bien-être, une potentialité de constructions d'emplois, comme on le fait ici, comme le fait Jean-Pierre Masseret dans la région, il y a des centaines de milliers d'emplois à conquérir dans le domaine de l'environnement, de l'écologie, du développement durable, d'une nouvelle agriculture, des énergies renouvelables, d'une autre façon d'habiter, de dépenser, de fonctionner, de consommer et de se déplacer, etc. Voilà le défi écologique que nous relèverons ensemble.

La France présidente, c'est une France qui s'engage à mettre en place de nouvelles règles du jeu, qui refonde le pacte républicain et qui remet le peuple souverain au cœur de l'action publique. C'est une France qui aura le courage de regarder la mondialisation telle qu'elle est : soit un chaos, soit une chance. Un chaos si nous laissons faire et si nous laissons aller avec un libéralisme sans foi ni loi ; une chance si nous pesons de toutes nos forces pour changer l'échange inégal qui a spolié pendant tant d'années l'Afrique, une partie de l'Asie et l'Amérique du Sud.

On sait bien que nous ne sauverons pas tout seuls, on sait bien que la France sauvera ses emplois et pourra même en créer de nouveaux, si le monde est moins inégal, si la faim et si la maladie reculent, si le savoir partagé progresse, si les cultures se mélangent et échangent.

En revanche, la mondialisation peut être un drame, un terrible drame si chacun se replie, dresse des barrières, installe des miradors à ses frontières, et si l'autre, au lieu de devenir une chance, devient un intrus, et pour finir, un ennemi. Et cette mondialisation-là, nous ne la voulons pas. Nous ne voulons pas une mondialisation abandonnée aux seules forces des marchés. A nous de construire ces digues d'un nouveau monde, à nous de construire cet idéal qui est réalisable et qui détermine aussi notre destin commun et ce que la France deviendra à l'échelle de la planète.

Oui, je suis convaincue que la France est parfaitement capable de tirer parti de la globalisation, et ce sera le sens de la politique internationale que je conduirai, sur le plan économique, social et naturellement culturel. La France possède les atouts et les talents nécessaires, elle a des entreprises dynamiques et innovantes qui savent s'imposer sur les marchés à l'étranger. Ces entreprises ont elles-mêmes l'appui de communautés françaises expatriées qui sont pleines de dynamisme et dont l'éloignement géographique n'a pas rompu les liens qui les unissent à leur patrie. La France est un grand pays, la France est un pays équipé pour faire face aux défis de la modernité.

Ensuite, la France n'est pas seule. Depuis 50 ans, elle a choisi l'Europe. Et je le dis ici, l'Europe doit rester la grande ambition et la grande réalisation du XXI^e siècle, mais pas n'importe quelle Europe, les Français l'ont dit. Moi non plus, je ne veux pas d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre échange adossée à l'OTAN. Je veux encore moins d'une Europe de tous contre tous, où la compétition fiscale et sociale remplace la solidarité et dans laquelle la concurrence sert de projet de société.

L'Europe que je veux avec vous doit élever le niveau de tous les pays et de chaque individu, et non pas les abaisser. C'est pourquoi l'Europe doit se fixer comme objectif une croissance dynamique et créatrice d'emploi. Je relancerai les politiques communes sur les enjeux majeurs que nous avons à affronter. En Europe comme en France, la croissance reviendra dans l'investissement, dans la recherche, dans l'innovation, dans les énergies renouvelables, dans les transports collectifs, dans une agriculture de qualité. Une Europe doit se battre aussi pour faire émerger une politique industrielle, comme le font les grands continents émergents. Et ici, dans cette région si proche des autres frontières européennes, je sais que vous sentez très fortement cette nécessité, que vous montrez l'exemple, et je compte sur vous, je compte sur cette région pour tracer le chemin et pour montrer comment, demain, l'Europe que nous allons construire va créer des emplois et distribuer du pouvoir d'achat.

Et c'est parce que l'Europe ne doit plus s'abandonner au seul dogme de la concurrence que je proposerai à nos partenaires la négociation d'un protocole social. Les Partis socialistes européens ont avancé sur ce point avec Jacques Delors pour renforcer les droits des travailleurs, et je sais que cette idée commence à faire son chemin. Il m'appartiendra, puisque la France présidera, le 1^{er} juillet 2008, l'Union européenne, d'accélérer la construction de cette Europe sociale qui va réconcilier les solidarités sociales et l'efficacité économique.

Puis, comment ne pas aborder, dans le cadre de ces quelques éléments de politique étrangère dont je veux vous parler ici, parce que c'est de la France qu'il s'agit aussi, et je ne vois pas pourquoi je n'en parlerais pas ici car tout se tient, je crois que c'est parce que la France retrouvera sa place et son influence sur la scène mondiale qu'elle pourra aussi d'autant mieux régler les problèmes qui sont les siens.

C'est encore avec l'Europe et les Nations unies que la France doit poursuivre l'objectif du respect scrupuleux des traités en matière de non-prolifération nucléaire. Avec équité, mais sans faiblesse, nous devons trouver les solutions nécessaires pour faire entendre raison à ceux qui mettent en danger la sécurité du monde, en violation de leurs propres engagements.

Et comme la Corée du Nord est en train de le faire, l'Iran doit accepter de revenir sur sa décision de poursuivre dans la voie du nucléaire militaire. L'Iran doit savoir, et si je suis élue, croyez bien que je lui rappellerai qu'elle ne pourra retrouver au sein de la communauté des nations la place à laquelle l'ancienneté de sa civilisation et de sa culture lui donne droit, que si elle rompt avec ce style de provocation permanente qui est devenue depuis quelque temps le dernier mot de ses dirigeants.

J'ai pris depuis longtemps, vous le savez, des positions très fermes et très claires sur cette affaire du nucléaire iranien. A l'époque, j'étais bien isolée, on s'est même moqué de mes propos. La suite, aujourd'hui, me donne raison. Vous voyez que l'incompétence internationale se transforme en compétence internationale, et j'ai dit que c'est l'esprit même des traités de non-prolifération qui se trouve bafoué par le pouvoir à Téhéran. Et j'ai dit qu'il leur faut répondre sur le même ton : puisque vous vous servez du nucléaire civil pour accéder, c'est évident, au militaire, nous voilà donc contraints d'entraver votre accès au premier pour vous barrer la route dans votre effort vers le second.

Eh bien, cette position que je crois juste, cette position qui, j'en suis convaincue, est la seule vraiment conforme à l'esprit du traité de non-prolifération, je ne vais certainement pas l'amender une fois entrée à l'Élysée, je ne vais céder ni à l'intimidation ni au chantage. Et si je refuse de céder, c'est parce que, lorsque la paix du monde est en question, c'est l'avenir de nos enfants et de la génération qui vient qui est en jeu.

J'ajoute que cette politique de fermeté, ce refus du chantage nucléaire et de la terreur, c'est aussi ce que les Iraniennes et les Iraniens eux-mêmes attendent aujourd'hui de nous : ces étudiants courageux qui bravent la dictature, ces femmes debout qui ne veulent pas plier, ces laïcs, ces intellectuels qui ne veulent pas voir la grande culture perse prise en otage par un clan, ces classes moyennes en Iran qui ne supportent plus l'idée de voir les richesses du pays, sa manne pétrolière détournées à son profit par une oligarchie étroite. Tous attendent qu'une voix s'élève pour les encourager et les soutenir, et je voudrais que cette voix soit encore, bientôt, celle de la France.

D'une manière plus générale, la France, à mes yeux, a la responsabilité particulière de veiller à ce que soient partout, à travers le monde, respectés les droits de la personne humaine. La France est le pays des droits de l'homme, la France et les Lumières, et donc les droits de la personne humaine.

Nous allons bientôt célébrer le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, signée à Paris en 1948 sous les auspices des Nations Unies, et ce sera une occasion de plus de rappeler que nous avons, nous Français, autant, et peut-être plus que quiconque, le devoir sacré de ne plus tolérer les humiliations, les violences, les discriminations infligées aux hommes par d'autres hommes, tous les racismes à l'échelle de la planète.

Il n'y aura plus, si je suis élue, de bonne et de mauvaise dictature, car je ne crois pas qu'il soit dans l'intérêt de la France de se taire quand elle a le sentiment que l'essentiel, c'est-à-dire le principe même de la démocratie, est en péril. Je crois surtout que la voix de la France doit en toutes circonstances rester la voix de la France. Je crois que son message d'humanisme et d'universalisme vaut face aux guerres oubliées d'Afrique autant que face à la guerre de Tchétchénie avec laquelle nous sommes en désaccord.

Dès le 18 mai, quelques jours seulement après le résultat de l'élection présidentielle, aura lieu le sommet de l'Union européenne et de la Russie, et la France devra, ce jour-là, donner le ton. La France devra commencer ce jour-là d'appliquer le programme que j'ai annoncé le 11 février dernier à Villepinte. Ne doutez pas que j'aurai à cœur à la fois de jeter les bases d'un bon dialogue constructif avec ce grand pays qu'est la Russie, mais de ne pas oublier pour autant d'interroger mes interlocuteurs sur la situation chez eux faite à la presse libre et à ses journalistes.

La politique internationale de la France, c'est aussi, parmi bien d'autres sujets, mais celui-ci est important : l'attitude à adopter vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. Là-dessus, soyons très clairs : les États-Unis sont nos amis, nous fûmes leurs alliés il y a un peu plus de trois siècles lors de leur guerre d'indépendance, et ils furent les nôtres au milieu du siècle dernier lorsqu'il fallut terrasser l'hydre nazie.

Ils furent la première démocratie au monde et restent par la taille la plus grande. Nous leur avons, nous Européens, transmis en retours nos idéaux de liberté, d'égalité, et surtout de fraternité entre les hommes, quelle que soit leur origine.

Mais nos destins, et nos destins aujourd'hui, je le dis très clairement, ne sont pas disjoints face à cet ennemi commun qu'est le terrorisme international, et qui peut, vous le savez, frapper aussi bien à Londres, à Madrid, à New York, et aujourd'hui à Alger. Je

veux ici avec vous exprimer publiquement notre horreur et notre indignation devant les attentats ignobles et qui ont fait aujourd'hui tant de victimes.

Mais alliance sur ces questions ne signifie pas aveuglement. Être ami ne veut pas dire tout accepter de son ami, appartenir à une même famille démocratique implique, comme dans toutes les familles, que l'on sache, quand il le faut, critiquer, gronder, et même se fâcher. Et c'est vrai pour la guerre en Irak, cette tragique erreur.

Et je le dis très nettement : la France gardera son autonomie de jugement et d'action vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. Et je ne serai pas celle qui ira serrer la main de George Bush, comme si de rien n'était, sans un mot pour nos désaccords tactique et stratégique quant à la bonne façon, par exemple, de lutter contre la contagion de l'extrémisme religieux et du terrorisme qui lui est si souvent lié.

Oui, la France agira avec indépendance et sans arrogance. Elle tiendra son cap et elle affirmera par ma voix ses principes.

Voilà, mes chers amis, ce que je suis venue vous dire ici à Metz, en Lorraine, mais je vois les amis alsaciens qui sont aussi là, je suis venue vous parler tout simplement, tout grandement de la France, de celle que nous voulons bâtir ensemble. Je compte maintenant sur chacun et sur chacune d'entre vous, dans cette assemblée chaleureuse, pour faire comprendre à votre tour l'enjeu dont il s'agit : le choix qui s'offre aux Français.

On nous dit qu'il y a encore plus de 18 millions d'électeurs indécis. Je respecte cette indécision. Je crois que les Français ont compris que ce choix était très important, qu'une page de l'histoire allait s'écrire, que ce choix allait engager la France pas seulement pour les cinq années qui viennent, mais sans doute, vous l'avez compris, avec la profondeur et la divergence des valeurs et des visions, vous l'avez compris sans doute, pour une génération.

Vous le savez aussi, ce qui va se passer dans quelques jours, ici en France, est regardé par le reste de la planète. Je veux que la France continue à porter haut ses valeurs de solidarité, de liberté, d'égalité, de fraternité, je veux qu'elle continue à montrer l'exemple, je veux qu'elle se relève et qu'elle cesse d'être tirée vers le bas. Je sais qu'elle mérite beaucoup mieux que ce qu'elle a aujourd'hui.

Alors je compte sur chacun et sur chacune d'entre vous. Allez convaincre les citoyens un par un, avec ce projet, avec cette explication, avec ce choix, avec ces enjeux, avec cette bataille, projets contre projets, idées contre idées, valeurs de construction contre valeurs de destruction. Allez faire connaître ces nouvelles règles que je vous propose, cet idéal que je veux construire avec vous.

Je vous demande de porter haut la parole que je viens de vous donner parce que, en la portant, tout simplement, vous porterez la France.

Vous êtes venus ce soir très nombreux, vous me donnez une formidable liberté, une énergie extraordinaire, cette énergie que la France attend, cette énergie dont je me sens remplie avec vous, en appui sur vous, cette énergie qui fait que je suis prête à relever la France avec vous et à la construire.

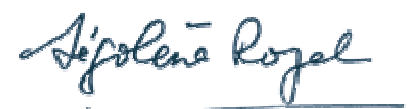
Sans vous, je ne peux rien, mais avec vous, avec ce mouvement populaire qui refuse l'intoxication par les sondages, comme si ce n'était même plus la peine de voter, alors que 18 millions de Français ne répondent pas aux sondeurs.

Eh bien nous, nous allons leur répondre, et nous allons nous mettre en mouvement. Nous l'avons, ce devoir de victoire, nous l'avons, cette exigence de réussite, je l'ai avec vous, je me bats pour gagner, je sens un souffle se lever, je sens que l'élection présidentielle doit permettre à la France de gagner, de se reconstruire, de refuser toutes les formes de violence et de brutalité, de tourner le dos au passé qui a fait tant de mal, et de choisir un avenir nouveau pour vous tous et pour toutes les générations.

Voilà ce que je veux incarner avec vous et pour vous. Voilà ce que nous allons réaliser ensemble. Voilà la force qui doit se mettre en mouvement. Voilà l'élan populaire que je sens dans le pays, et ce soir parmi vous, aujourd'hui.

Alors, la voulez-vous, cette France plus juste ? La voulez-vous, cette France plus forte ? Le voulez-vous, ce désir d'avenir ? La voulez-vous, cette victoire ?

Alors en avant. Vive la République, vive la France !

The image shows a handwritten signature in blue ink that reads "Ségolène Royal". The signature is written in a cursive, flowing style. Below the signature, there is a horizontal line that underlines the name.